

Ensemble

pour demain

Presse indépendante et intercoopérative • Volume 01, Numéro 04 • 28 novembre 2010 • avec Ensemble.coop

Édition spéciale publiée à tirage limité dans le cadre du Sommet Génération d'idées, tenu du 26 au 28 novembre 2010 à Montréal.

Restaurer la confiance des Québécois envers leurs politiciens

La constitution d'une démocratie

Par Simon Béland

« Allez voter » ! La génération Y a entendu ce refrain plus souvent qu'à son tour. Voter, mais pourquoi ? C'est la question à laquelle une salle plus que comble a tenté de répondre. Des participants engagés, supervisés par des mentors avisés, la table était mise pour des débats enflammés autour de nos institutions démocratiques.

Peut-on combattre le cynisme véhiculé à grand renfort médiatique ? Le sujet marque l'actualité depuis un certain temps, et les solutions ne sont pas simples. « On a une politique de chef ! », de lancer Suzanne Tremblay, mentor et ex-députée fédérale. Son cri du cœur a été partagé par les jeunes des tables avoisinantes qui ont proposé des mesures de décentralisation. Dans le même ordre d'idée, la partisanerie a été sérieusement remise en question.

La fameuse ligne de parti a été au centre de plusieurs discussions, et la pertinence de son abolition semble unanime. La réforme du mode de scrutin est également considérée comme un incontournable, de même que l'adoption d'un code d'éthique associé à des sanctions conséquentes pour les députés délinquants. Mais comment y arriver ? Selon les participants, l'initiative populaire représente le mode d'action citoyenne par excellence. Si les députés



PHOTO: NICOLAS FACIMAGNE

Le thème des institutions démocratiques a été l'un des plus chaudement discutés lors du Sommet Génération d'idées.

refusent de modifier la loi qui concerne leur élection, il est temps que les citoyens s'approprient leur gouvernement. Encore là, on cherche le moyen.

Adopter ensemble une constitution, recueillir des appuis dans la société et la présenter au gouvernement ? C'est une proposition de Julien Fortier, citoyen engagé qui croit en la pertinence de déposer un texte devant l'Assemblée nationale et d'amener la population aux urnes lors d'un référendum à ce sujet.

Parmi les mesures novatrices d'encouragement au vote, une d'entre elles se démarque : le crédit de TVQ, retourné sous forme de chèque pour chaque personne qui se prévaut de son droit de vote. Cette mesure fiscale, mieux rattachée à nos valeurs québécoises que l'obligation ferme de voter, fonctionne notamment aux Pays-Bas.

Une réforme en profondeur s'impose, et celle-ci ne se produira que par une action citoyenne engagée.

Entreprendre le Québec de demain

Par Josée Charbonneau

« Pourquoi pas ? Et pourquoi pas moi ? ». Voici l'invitation que Yvon Bolduc et Jacques Ménard ont lancée à la trentaine de participants présents à l'atelier *Assurer l'avenir : Trouver le ou les modèles de développement économique pour le Québec*. Imaginer l'avenir économique dans 20 ans, penser hors des sentiers battus et redéfinir le portrait économique souhaité, tel est le programme ambitieux proposé.

Un défi qui permettait une infinité de possibilités, parmi lesquelles deux seules devaient être retenues. Après maints échanges plus inspirants les

uns que les autres, tous ont convenu de l'importance de repenser, de valoriser et de cultiver l'entrepreneuriat. Considérer l'entrepreneur comme un acteur de changement et apprendre à valoriser la réussite individuelle et collective, ce sont les notions qui devraient être enseignées à nos enfants dès le plus jeune âge.

L'entrepreneuriat, d'accord, mais dans quel but ? Selon les participants, ce qui manque le plus au Québec, c'est la vision d'un avenir collectif et nous nous devons de la définir. « Pour le moment, les décisions prises ne sont pas éclairées par une perspective de temps »,

commente Marc Jeannotte, participant. Nous ne pouvons donc pas baser notre société sur la même dynamique. Il faut y intégrer d'autres éléments que la seule rentabilité. Pourquoi ne pas s'inscrire en tant que modèle d'innovation entrepreneuriale en développement durable ? Le « Silicon Valley du développement durable » iront jusqu'à dire certains. Une chose est certaine, les participants ont pris très au sérieux l'idée d'élaborer le « Livre vert de la prospérité durable ». Ils croient en la nécessité de s'arrêter, de réfléchir et de jeter ensemble les bases de notre vision économique collective. Cette idée vous interpelle ? Demeurez aux aguets : cette initiative pourrait prendre forme sous peu !

Hormis ces priorités clairement identifiées, l'importance du réseautage couvrait les propos des groupes de discussion. L'importance de tisser des liens à tous les niveaux et dans les différentes sphères de la société a fait l'objet de nombreux discours et s'est imposée comme une trame de fond incontournable.

L'entrepreneuriat social, l'entraide et la responsabilisation ne représentent que quelques-unes des valeurs mentionnées. « Quelle sera notre grande innovation ? » demande M. Bolduc. Celle-ci pourrait s'inscrire dans la combinaison de l'entrepreneuriat collectif et d'une vision commune en prenant les traits d'innovations coopératives.



PHOTO: NICOLAS FACIMAGNE

Accompagnés par plusieurs mentors, dont Yvon Bolduc et Jacques Ménard, les jeunes ont cherché des solutions de développement économique pour le Québec.

IDÉES
SOLUTIONS
ACTIONS

ES
TUT
RIO

WWW.GENERATIONDIDÉES.CA

Une information concentrée ou diluée?

Par Stéphanie-Élizabeth Le Sieur

Quelle place les grands groupes de presse laissent-ils aux journaux indépendants ? L'information est-elle vraiment transparente lorsqu'il y a convergence ? Malgré l'abondance d'information, sommes-nous si bien informés finalement ?

Les participants du Sommet ont abordé plusieurs enjeux : la qualité du contenu, la diversité des sources d'information, la gestion de l'abondance de l'information, l'importance de savoir ce qu'on lit, le manque de fonds pour l'information locale et régionale.

Que faire pour améliorer l'accès des citoyens à l'information ? La survie de la majorité des journaux dépend en grande partie des revenus de publicité. Les participants s'entendent pour dire que si la proportion des revenus d'annonceurs et d'abonnés sont bien équilibrés, la qualité du contenu risque moins d'en souffrir.

Par conséquent, une taxe spéciale pour les publications à haut pourcentage publicitaire pourrait permettre l'établissement d'un fonds public d'information et financer l'information locale et régionale. « *Louable comme idée, mais difficile de la faire passer* »,



Bernard Descôteaux, directeur du journal *Le Devoir*, a commenté les questionnements des jeunes.

pense Bernard Descôteaux, mentor et directeur du journal *Le Devoir*, qui rappelle qu'au début des années 2000, une initiative semblable avait été lancée pour encourager les médias indépendants, mais celle-ci s'était butée au refus des deux grands empires.

Il existe des lois contre les monopoles dans d'autres secteurs d'activité. Pourquoi n'y a-t-il pas un équivalent dans le cadre des médias afin d'empêcher la concentration de l'information au Québec ? Un projet de loi sur l'indépendance des médias, suggéré par les participants, pourrait représenter une action envisageable. Un média coopératif de style plate-forme web, où le contenu

local proviendrait des citoyens, a également été proposé comme innovation. Cette solution présente le danger du « *journalisme improvisé* ». Feriez-vous confiance à un « *mécanicien improvisé* » ? La qualité de

Exclusivités web bientôt en ligne : www.ensemble.coop

Délégation du Bas-Saint-Laurent

Les régions au Sommet

Par Sonia Giroux

Le Bas-Saint-Laurent s'organise : Trois-Pistoles, Rimouski, Cacouna et Rivière-du-Loup ne sont que quelques noms de villes d'où proviennent les jeunes de la délégation bas-laurentienne. Même si plusieurs d'entre eux n'en sont pas originaires, ils y vivent, étudient et travaillent. À la lecture du cahier du participant, les enjeux sont nombreux, de même que les attentes.

Animés par un désir ardent de s'impliquer dans leur communauté, ils espèrent que le Sommet va leur permettre d'échanger des idées de manière démocratique en ce qui concerne les grands enjeux tels que la gouvernance et les énergies. Ils souhaitent trouver écho à leurs préoccupations et entendre de nouvelles idées qui permettraient de pousser plus loin les réflexions.

Ils espèrent que ce Sommet sera en quelque sorte porte-voix des gens de leur génération. Ils veulent voir les dirigeants du futur à l'œuvre, afin de se dresser un portrait de ce à quoi pourrait ressembler le Québec de demain. Il est évident que leur sentiment d'appartenance aux régions est fort et ils espèrent qu'elles seront bien représentées au Sommet.

Malgré le froid et les routes enneigées, l'ambiance est chaleureuse à bord de la camionnette. Ce transport collectif a été organisé par la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent. L'objectif visé par l'organisatrice, Youla Bourgoïn, est de favoriser la participation des jeunes et de s'assurer que les régions seront entendues au sein de la démarche entamée par le Sommet. Arrivé sur les lieux, l'excitation est palpable. Ils ont tous hâte à demain...

La tête qui bouillonne encore, les jeunes de la délégation ont fait de belles rencontres.

l'information pourrait être mise en doute dans ce cas.

Le modèle coopératif a déjà été appliqué dans les médias et présente une avenue intéressante de déconcentration des médias. Il existe une dizaine de journaux coopératifs au Québec, qui ont démontré leur viabilité. Pensons à l'hebdo *Le Courrier de Portneuf*. Dans le même ordre d'idées, au printemps 2010, la Coalition Urgence Rurale du Bas-Saint-Laurent annonçait le projet de fonder une agence de presse régionale coopérative.

Selon Carole Beaulieu, mentor, éditrice et rédactrice en chef de *L'Actualité*, la diversité des médias est un important facteur d'accès à l'information, et on gagnera tous à l'encourager. Les indépendants ont donc une place à prendre!

Le pic pétrolier, une opportunité ?

Retour vers les valeurs

Par Nathalie Arsenault

Le sujet chaud des médias des dernières années ? Les changements climatiques arrivent certainement au premier rang. Pourtant, le pic pétrolier, d'une urgence tout aussi notable, ne semble pas être aussi sexy que son homologue climatique. Ces deux enjeux intimement liés sont souvent considérés comme étant le défi le plus important de la génération Y.

L'atelier, organisé en partenariat avec les Rendez-vous de l'énergie, a saisi la question suivante : « *Comment envisagez-vous le Québec dans 50 ans ?* »

Dans le contexte d'une cessation de la croissance de l'offre pétrolière, conjuguée à l'augmentation de la demande, les réponses soumises par les participants convergeaient vers trois points principaux. Les notions d'économie de proximité, de réaménagement du territoire et de la reconstruction de notre tissu économique et social à une échelle humaine ont constitué la base des discussions.

L'économie de proximité réfère à l'idée que notre quotidien devra être repensé, réorienté afin de s'adapter aux changements imposés par le pic pétrolier. L'approvisionnement local en alimentation, en biens de consommation et en services, où les distances sont réduites, favorisera nécessairement l'indépendance par rapport au pétrole. La transition peut être faite de façon agréable et en lien avec les valeurs humaines.

C'est ce que prône le mouvement planétaire Villes en transition, initiative ayant vu le jour en Grande-Bretagne et qui favorise une résilience locale vis-à-vis l'indépendance pétrolière. « *Ce mouvement adopte une approche durable permettant aux citoyens, à tous les niveaux, de s'impliquer dans la transition de façon très concrète* », souligne Jean-Luc Henry, engagé dans le mouvement à Très Saint-Rédempteur. Cette initiative a été une des solutions proposées pour favoriser l'économie de proximité et ultimement l'indépendance face au pétrole.

La suggestion de la taxation du carbone a été favorablement reçue par l'ensemble des

participants. Selon certains, cette forme de coercition a non seulement un effet dissuasif sur l'utilisation de l'automobile, mais elle permet aussi de réinvestir les surplus dégagés dans les transports en commun. Julien Fortier, étudiant en droit à l'Université de Montréal, adhère à la notion d'écofiscalité. « *Il s'agit de réévaluer les coûts réels de notre consommation afin d'y inclure les coûts environnementaux et sociaux. On peut ainsi créer une forme de dissuasion efficace envers la réduction de notre consommation énergétique* », explique-t-il.

L'indépendance pétrolière suggère un retour vers l'économie à l'échelle humaine, sans pour autant revenir en arrière. Il s'agit, entre autres, de rétablir le dialogue entre producteurs et consommateurs, de favoriser la prise en charge locale au moyen de coopératives de travail ou d'initiatives de transition, ainsi que de favoriser une plus grande collaboration des divers acteurs de la société.

En réponse aux préoccupations véhiculées par certains participants envers la décroissance et la diminution inévitable de notre consommation, M. Mousseau conclut avec enthousiasme : « *L'adaptation au pic pétrolier n'entraîne pas un sacrifice, mais plutôt une amélioration de la qualité de vie.* » La génération Y saura-t-elle bien se préparer pour la transition vers l'indépendance pétrolière ? Le défi est lancé !



Les organisateurs Sébastien Boyer, Katheline Jean Pierre et Paul St-Pierre Plamondon ont insisté sur l'aspect non partisan du Sommet, sur le plateau de *Génération mixte*, une émission spéciale du Canal Vox, diffusée en direct de l'événement.



La délégation bas-laurentienne.

Ils s'entendent tous pour dire que le Sommet est une très belle initiative bénévole. C'est le temps qui manque, tout va trop vite ! Il est difficile, en si peu de temps, de mettre en place un système d'échange d'idées représentatives de l'ensemble du groupe, suivi de solutions, sans passer par le débat qui permet d'approfondir le sujet sous tous ses angles.

S'inscrire à un atelier par jour permettrait de trouver des lignes de pensées et des solutions qui plaisent à tout le monde, surtout lorsque les opinions divergent. Aussi, il faudrait un moyen pour rejoindre le plus de monde possible, sans oublier les gens des régions éloignées. Sans la délégation du bas Saint-Laurent, les régions n'auraient pas été aussi bien représentées au Sommet.

Tous croient que ce n'est que le début d'une initiative qui sera en mesure de faire bouger les choses par la suite. Ils espèrent que le mémoire aura un impact et que les jeunes se réuniront à nouveau mais cette fois-là, beaucoup plus nombreux et pourquoi pas en région.

Ensemble

pour demain

Parce que demain commence aujourd'hui

Rédaction : Nathalie Arsenault, Simon Béland, Josée Charbonneau, Nicolas Falcimaigne, Sonia Giroux, Stéphanie-Élizabeth Le Sieur. Révision, photographie, édition et production : Nicolas Falcimaigne.



Julien Levac, coordonnateur
2125 rue Tebbutt
Trois-Rivières (Québec) G8Y 4H3
Téléphone : (819) 840-5163
Cellulaire : (819) 690-5817
demain@ensemble.coop — www.ensemble.coop

L'éducation du futur ou le futur de l'éducation

Par Josée Charbonneau

La génération Y a déjà quitté les bancs d'école ou est en voie de le faire. Néanmoins, l'éducation demeure au cœur de ses préoccupations, comme en témoigne la troisième position qu'elle occupe sur la liste des priorités des participants du Sommet Génération d'idées. Ils souhaitent réaffirmer l'éducation en tant que levier pour le Québec et adapter le système éducatif aux besoins actuels afin de favoriser la persévérance scolaire.

Le décrochage scolaire croissant constitue un indice flagrant de l'urgence de réagir. Quelles solutions peut-on appliquer en priorité pour remédier à cette situation? C'est cette question qui a alimenté la réflexion des participants de l'atelier *L'éducation du futur*.

Entre la création d'un ordre professionnel, la mise en place d'horaires flexibles permettant des projets scolaires sur de

plus longues durées, la formation continue pour les enseignants et les gestionnaires d'établissements scolaires, le jumelage des élèves avec des gens de la communauté ou encore des rencontres avec des professionnels de différents secteurs, les idées abondent pour améliorer la structure de la profession et les conditions de son exercice. Le rôle du préscolaire dans la prévention de l'échec scolaire et des décrochages ultérieurs a également été soulevé.

deuxième année consécutive, ses étudiants ont l'opportunité d'apprendre à gérer une coopérative en milieu scolaire.

Une coopérative à l'école

Accompagnés à la demande du directeur de cette école par Jonathan Marquis et Yoane Tom, deux étudiants universitaires mandatés par Fusion Jeunesse, les élèves apprennent à se prendre en charge collectivement et à réaliser des activités choisies sur une base démocratique. Le but de cette initiative? Motiver et responsabiliser les jeunes par leur implication dans un projet concret qui leur ressemble.

Il apparaît donc que des efforts sont déjà largement consentis dans le milieu scolaire, ouvrant la voie à de belles initiatives qui favorisent à la fois le développement du savoir-être et du savoir-faire de la génération qui nous succède!



PHOTO: NICOLAS FALCIGNAGNE

Quelles solutions pour favoriser la persévérance scolaire?

Titre

Créatif, non?

Par Stéphanie-Élizabeth Le Sieur

À la demande de l'animatrice de groupe, les GEDI prennent un crayon et plongent toutes leurs pensées sur papier, ils écrivent de plus en plus rapidement pour noircir cette feuille blanche qui se trouve devant eux. On leur demande de vider leur esprit. Voilà comment l'atelier *Créativité et innovation* a débuté : par un exercice d'écriture automatique dans le but de faire émerger la créativité des participants par la suite.

Dans la poursuite de l'activité, chacun y est allé de sa définition personnelle sur le thème. Tel un ballet de mots, des expressions comme « oser pousser plus loin une idée, douter, voir la réalité d'un autre angle, faire les choses autrement, penser à l'extérieur de la boîte, savoir s'adapter et trouver une solution à un problème complexe, rester à l'avant-garde » se sont mises à danser sur les lèvres de la trentaine de personnes présentes.

Les participants aimeraient également changer ce paradigme qui associe la créativité aux artistes. « Tous tireront avantage d'un développement de leur capacité à innover, c'est-à-dire de faire appel à leurs ressources



PHOTO: NICOLAS FALCIGNAGNE

Certains participants de l'atelier *Créativité et innovation* ont voulu dès le début changer leur paradigme en tournant la table ronde de discussion à l'envers.

subconscientes en complément. Le menuisier, le cuisinier que l'avocat, l'artiste ou l'ingénieur aéronautique feront usage de cette capacité. C'est la moitié de notre cerveau, à peu près, qui est en cause ici. Ce que l'on obtient du travail combiné des deux hémisphères dépasse de loin la somme des deux », pense François Cliche, l'un des participants.

Changer ses paradigmes

Dans le partage d'idées, plusieurs participants ont extrapolé la créativité au sens large, dépassant l'aspect économique de l'innovation face à la concurrence. Ils

ont affirmé que tous avaient un potentiel créatif et qu'on gagnerait, comme société, à l'exprimer davantage. Comment? En l'encourageant dès le primaire. Pourtant, avec son approche par projet, le Renouveau pédagogique abonde déjà dans ce sens. D'après les Y, la créativité doit aller encore plus loin et non seulement à l'école, mais dans toutes les sphères de la société.



Très jeune, on souhaite que les enfants se comportent comme des adultes responsables. On éteint leur créativité à petit feu en les mettant dans des cadres. Sortir du cadre ne signifie pas la rébellion, mais ça permet de voir la réalité autrement. Comme l'a dit l'animatrice du groupe : « Il y a toujours une forme d'ordre qui émerge du désordre. » Accepter la créativité, c'est accepter la différence, les parcours hors norme. C'est aimer les moutons noirs autant que les moutons blancs. C'est aussi transformer l'échec en une expérience positive, car dans le processus innovant on ne réussit pas toujours du premier coup.

Un Sommet innovateur?

Le Sommet Génération d'idées a-t-il finalement été porteur d'idées innovatrices? Au dire de l'un des participants en plénière de clôture, pas vraiment. D'après lui, les 20 grandes solutions énoncées sont excellentes, mais aucune d'entre elles n'est vraiment à l'image de l'innovation que nous sommes capables de générer.

Quoi qu'il en soit, la génération Y compte bien donner des suites à ce Sommet afin d'utiliser ensemble sa créativité dans la résolution des problèmes de demain.

Santé

Soigner un système sclérosé

Par Simon Béland

Le Québec a-t-il les moyens de s'offrir son système de santé actuel? Une quarantaine de jeunes participants au Sommet Génération d'idées ont pris quelques heures pour tenter d'élucider cette question critique dans notre société.

privé? Qu'en est-il de la prise en charge par les citoyens qui veulent avoir accès à un médecin de famille? C'est à ce moment qu'une solution de plus en plus utilisée en région a surgi : les coopératives de santé.

La troisième voie

« Le système public ne favorise pas la formation de coopératives, ce qui est surprenant », mentionne Claude Castonguay, le « père de l'assurance maladie ». Un jeune médecin de famille a affirmé sans retenue qu'entre le privé et les coopératives, les secondes sont assurément une meilleure solution.

Bien documentés sur le sujet et concentrés sur la recherche de solutions concrètes, les membres du groupe ont abordé le thème de la décentralisation. Ils sont allés jusqu'à proposer l'élimination des agences régionales, de même que réduire le nombre de cadres pour plutôt favoriser le personnel de soins. Ces solutions redonneraient ainsi le pouvoir aux soignants.

Dans un autre ordre d'idées, l'optimisation des ressources a également été mentionnée. Si une entreprise privée achetait une machine à deux millions de dollars, elle ferait tout pour maximiser son utilisation, alors pourquoi est-ce si différent au public? Forts de ce constat, certains participants ont suggéré le recours à des ingénieurs spécialisés dans ce domaine.

Le fameux dossier informatisé, qui, de l'avis de tous, réglerait bon nombre de problèmes, a mobilisé une partie de la discussion. Pourquoi n'est-il pas encore en fonction? Les dépassements de coûts et de délais ont été décrits comme tristement symptomatiques du système public.

Le désengorgement des urgences est un autre thème cher aux membres de la génération Y. Comment y arriver? Un CLSC fonctionnant jour et nuit pour les blessures mineures s'avère une piste de solution. Devrait-on avoir recours au

« Le système public ne favorise pas la formation de coopératives, ce qui est surprenant. »

Claude Castonguay

D'autres participants ont souligné l'avantage que représente l'implication des membres dans la gestion de leur coopérative et le fait qu'ils se sentent ainsi partie prenante de la solution. Sans faire l'unanimité, cette avenue a du moins été soulevée comme une piste intéressante qui mérite d'être approfondie.

Si tous ne s'entendent pas sur les moyens à privilégier, il y a certainement consensus autour de l'urgence d'agir, et la volonté de mettre la main à la pâte émanait de chacun des participants. Ceux-ci sont convaincus que même si certaines maladies dégénératives sont incurables, ensemble, ils sauront trouver un remède à la sclérose du système de santé.

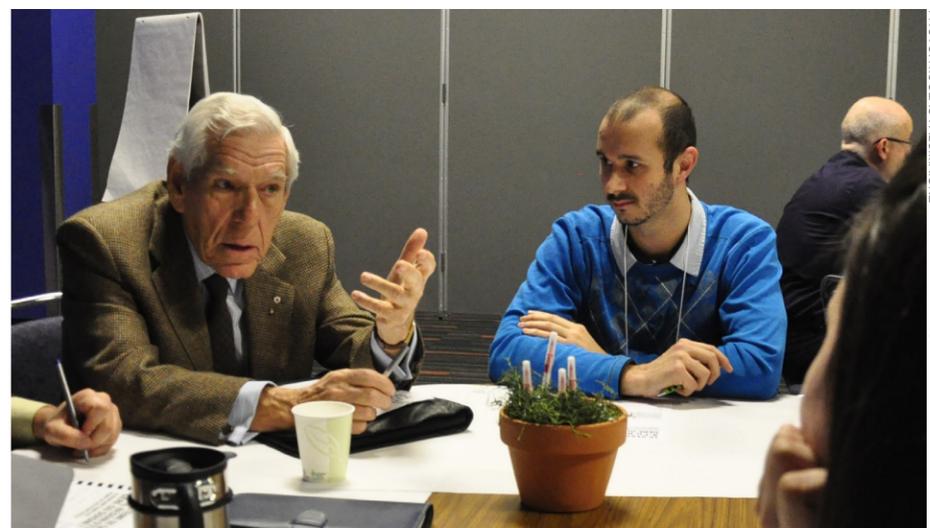


PHOTO: NICOLAS FALCIGNAGNE

Claude Castonguay, le père du système de santé public au Québec, appuie le développement des coopératives de santé.

Les suites...

Vers de nouveaux sommets

Par Simon Béland

Un alpiniste, lorsqu'il quitte le sommet d'une montagne, n'a qu'une seule envie : en gravir une autre. L'équipe de Générations d'idées, visiblement essoufflée par les mois de travail bénévole acharné menant à cette fin de semaine, avait dimanche après-midi une étincelle qui brillait au fond des yeux lorsque les participants répétaient les uns après les autres : « Ceci n'est qu'un début. »

Les engagements fusaient de toute part dans cette foule issue de la génération Y qui ne demandait qu'une chose : l'occasion d'avoir un impact positif sur la société. Le mandat qu'elle s'est donné n'est rien de moins que d'inspirer le Québec.

Comment y arriver? Quelles sont les prochaines montagnes à gravir pour atteindre de plus hauts sommets?

Plusieurs ont évoqué la tenue de colloques pointus destinés à approfondir les solutions qui ont été sélectionnées lors des ateliers. Jean-David Tremblay-Frenette, président de Génération d'idées, abonde dans ce sens : « Nous devons compléter le contenu afin que ce dernier tienne la route. » Celui-ci se dit très satisfait de la mobilisation et de la volonté d'engagement qu'il a remarquées au cours des deux jours. Il a par ailleurs souligné que les suites de cet événement appartiennent aux participants.



PHOTO: NICOLAS FALCIMAIGNE

Les participants ont été nombreux à offrir leur engagement continu pour assurer la suite du Sommet GEDI.

Un effort continu

Cherchant à éliminer le sobriquet de « pelleteux de nuages », l'activité Génération d'actions a donné lieu à des échanges inspirés concernant les prochaines étapes. Supportés par le concepteur web Philippe Dallaire, les membres de la génération Y comptent utiliser internet et les réseaux sociaux afin de poursuivre la réflexion autour des enjeux sélectionnés démocratiquement comme critiques pour la société.

Quels sont ces sujets? Sans surprise, la santé, l'éducation et l'environnement sont au cœur des préoccupations des délibérants. Ils y ajoutent également la démocratie, un sujet chaud qui a suscité des débats houleux pendant la fin de semaine.

À quand la réforme des institutions démocratiques? Cette génération a affirmé de pas vouloir maintenir le statu quo dans sa gouvernance.

Paul St-Pierre Plamondon, l'organisateur de l'événement, se dit fier du travail accompli, et grâce à l'énergie apportée par les participants, il se dit rempli d'espoir face à l'avenir, et particulièrement celui du mouvement Génération d'idées.

Éditorial

Comment?

Par Nicolas Falcimaigne

Ce n'est pas la première fois que les jeunes sont invités à réfléchir à leur société et à son devenir.

Depuis le Sommet du Québec et de la jeunesse il y a dix ans, il y a eu le Rassemblement jeunesse québécois d'Alma en 2004, les écoles d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM), les Congrès nationaux pour l'Avenir des Jeunes Innovateurs Regroupés en Région (AJIRR), et plusieurs autres événements non partisans et non sectoriels. Autant d'occasions pour les jeunes de dire ce qu'ils attendent et ce qu'ils recommandent.

Chaque fois, un concert de résolutions, de manifestes et de réclamations diverses a été adressé à la classe politique. Parfois les médias les ont relayés, et la persistance de ces idées dans l'actualité a rarement dépassé quelques jours. À l'usure, certains thèmes se sont imposés dans l'air du temps.

Un momentum?

L'espoir jaillit du fait que les problèmes soulevés par les jeunes du Sommet représentent les préoccupations de l'heure pour une majorité de Québécois, toutes générations confondues. Les institutions démocratiques font face à une crise de crédibilité sans précédent, alimentée par la multiplication d'allégations de collusion dans le secteur de la construction.

L'opposition officielle a ravi lundi un comté de la majorité pourtant réputé imprenable, lors de l'élection complémentaire de Kamouraska-Témiscouata. Cette victoire à l'arraché vient d'ouvrir la porte à un important remue-ménage qui pourrait bien ressembler à la nouvelle révolution tranquille dont se réclament les GEDI.

Le cri du cœur de ces 400 jeunes pourrait cette fois rejoindre la clameur de plus en plus forte de l'ensemble de la société, pour un changement en profondeur.

Le changement local

Au-delà des grands changements sociaux, de l'avis de plusieurs participants qui ont pris la parole en plénière, il est important d'agir maintenant pour améliorer notre environnement immédiat.

Sous des applaudissements enthousiastes, la formule coopérative a été citée comme un moyen pour les communautés de répondre rapidement à des besoins collectifs, avant d'attendre de l'État qu'il le fasse. Le Sommet lui-même en est d'ailleurs une belle illustration.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même, surtout lorsque ce soi-même est collectif.

redaction@ensemble.coop

Occupation du territoire

Dynamiser les régions

Par Sonia Giroux

Nombreux sont les québécois ayant voyagé à l'étranger, mais peu d'entre eux ont visité leurs régions. Tel fut le premier constat des participants à l'atelier *Occuper le territoire Québécois : Solutions innovatrices pour régions à dynamiser*.

L'ouverture de l'atelier a débuté par un discours éloquent de Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec. Avec son expérience et sa vision aiguisée du sujet, elle propose des pistes de réflexion pour orienter les discussions. Des solutions, elle en connaît mais elle préfère écouter les jeunes exposer leurs idées. Elle ne manque toutefois pas d'exprimer ouvertement son opinion pour alimenter les échanges.

Son discours de décentralisation des pouvoirs interpelle les jeunes. Souvent, les décisions se font dans les grands centres, mais sont-elles adaptées aux réalités et aux attentes des citoyens vivant en région? Il faut octroyer la gouvernance des régions aux régions, pour qu'elles soient maîtresse chez elles. Il faut également tenir compte de l'unicité de chacune d'entre elles dans leur développement, que ce soit au niveau touristique, culturel ou industriel.

Environ 20 % des jeunes qui ont participé au Sommet provenaient des régions. Malgré ce pourcentage relativement faible, un grand nombre d'entre eux étaient réunis à cet atelier. Ils y étaient pour échanger sur les enjeux des régions, mais surtout pour les représenter.

Lexode des jeunes vers les grands centres urbains, est-ce toujours d'actualité?

Oui, les jeunes des régions sont attirés vers les centres urbains qui foisonnent d'activités, que ce soit pour les possibilités d'études ou de travail alléchantes. Parallèlement, un phénomène inverse s'observe. Près de 50 % des jeunes qui ont migré en région au cours des dernières années provenaient de grands centres urbains. De plus, certains natifs des

régions éloignées quittent, mais reviennent s'installer dans leur ville d'origine une fois leurs études terminées. C'est le cas de l'un des participants, qui retourne en Abitibi-Témiscamingue pour y ouvrir une auberge de jeunesse.

Que faire pour amener et garder la relève en région? Il faut tout d'abord faire connaître nos régions. Certes, les campagnes de séduction offrent une belle vitrine publicitaire. Cependant, il ne suffit pas de voir uniquement en images, mais d'offrir une expérience vécue. En ce sens, les participants ont suggéré de favoriser les stages en milieu scolaire et entrepreneurial en région. Les municipalités doivent ensuite faciliter les échanges et les activités culturelles pour créer un sentiment d'appartenance fort chez les nouveaux arrivants.

Rendre les régions accessibles

Il faut aussi favoriser le transport et le rendre accessible à moindre coût. En ce sens, il est dommage que le billet d'un vol entre Montréal et Sept-Îles coûte plus cher que celui d'un vol entre Montréal et Paris. Et que dire de l'empreinte écologique? Pour développer les régions, il faut donc penser à favoriser un réseau de transport durable intra et extra régional. Des participants ont suggéré, en réponse à cette problématique, la mise en place d'un système de train électrique à travers le Québec.

Les autres solutions envisagées

Redonner le pouvoir aux citoyens des municipalités par le biais d'un budget participatif. Cette idée est basée sur un modèle testé au Brésil, où 20 % du budget municipal est remis entre les mains d'un conseil de citoyens. En ce qui concerne le développement économique des régions, il faudrait investir dans les technologies qui favorisent la création de produits à valeur ajoutée. Il ne faut pas seulement exporter les ressources, mais aussi les transformer.

En plus de réduire les coûts de transport et notre dépendance au pétrole, cela permettrait de créer de l'emploi, de la valeur ajoutée et une expertise en région.

Lors de la dernière journée du Sommet, les 24 sujets d'ateliers ont été soumis au vote des participants afin d'en déterminer la priorité. Il est tout de même étonnant de constater que sur environ 200 personnes présentes, seules une trentaine de mains se sont levées afin de signaler que l'enjeu des régions est important, mais qu'il n'est pas une priorité pour les jeunes.

Les régions du Québec recellent de nombreuses ressources naturelles. Si elles ne retirent pas de bénéfices de l'exploitation de leurs ressources, elles se dévitalisent et se vident de leur population. Selon les participants, la présence des jeunes en région est essentielle pour assurer l'avenir du Québec.

De même qu'une tournée régionale a précédé le Sommet, il serait intéressant de profiter du succès de l'événement pour retourner soulever les mêmes questions sur les grands enjeux auprès des jeunes des régions, ce qui aurait aussi un effet positif pour stimuler leur participation.



PHOTO: NICOLAS FALCIMAIGNE

Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec, a proposé des pistes de réflexion.